

18 JUIN 2024

**Arrêté préfectoral complémentaire du
portant mise à jour du classement des activités exercées
par la société ZINQ TOULOUSE
au sein de son établissement situé ZI des Terres Noires
sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe**

Le préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 181-3, L. 181-14, R. 181-45, R. 181-46 et R.515-70 à R.515-73 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;
- Vu** le code de justice administrative ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret du président de la République du 20 septembre 2023 portant nomination de monsieur Michel VILBOIS en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 29 avril 2024 portant délégation de signature à monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** la décision d'exécution (UE) 2022/2110 de la commission du 11 octobre 2022 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, dans les industries de transformation des métaux ferreux (FMP) ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** la circulaire du 30 novembre 2007 relative à la mise en œuvre de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 3260 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2008 autorisant la société GALVACIER à poursuivre l'exploitation d'une unité de galvanisation et d'un atelier de traitement de surface situées ZI des Terres Noires à Saint-Sulpice-la-Pointe ;

- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 août 2014 relatif à la mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations exploitées par la société GALVACIER sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mars 2017 portant actualisation des prescriptions techniques et du tableau de classement des activités exercées par la société GALVACIER sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe ;
- Vu** le courrier en date du 25 juin 2013 de la société GALVACIER informant l'inspection des installations classées que l'exploitation de son établissement est visée par les rubriques 3230.c et 3260 de la nomenclature des installations classées et considérant l'activité de galvanisation à chaud comme activité principale ;
- Vu** la lettre préfectorale en date du 27 février 2014 actualisant le classement des activités exercées par la société GALVACIER sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe ;
- Vu** le courrier en date du 3 juin 2023 de l'exploitant informant que la société ZINQ TOULOUSE a succédé à la société GALVACIER pour l'exploitation d'une unité de galvanisation et d'un atelier de traitement de surface situées ZI des Terres Noires à Saint-Sulpice-la-Pointe ;
- Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 30 avril 2024 faisant suite à l'inspection du 22 mars 2024 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 30 avril 2024 ;
- Vu** les remarques formulées par l'exploitant dans son courrier de réponse en date du 3 mai 2024 ;

- Considérant** le classement de l'installation sous les rubriques 3230.c (rubrique principale) et 3260 (rubrique secondaire) de la nomenclature des installations classées qui soumet le site à la réglementation IED ;
- Considérant** le remplacement d'une ancienne cuve de décapage dans l'atelier « grande cuve » et le rajout d'une cuve de dégraissage dans l'atelier « essorage » ;
- Considérant** que ces modifications entraînent une augmentation du volume des bains de traitement de 19 m³, augmentation qui ne dépasse pas en elle-même d'une part, le seuil IED de la rubrique 3260 fixé à 30 m³ et d'autre part 10 % de la capacité de l'activité déjà existante ;
- Considérant** que ces modifications ne sont pas à l'origine d'une augmentation des rejets aqueux, ni des rejets atmosphériques ;
- Considérant** dès lors que cette augmentation n'est pas considérée comme une modification substantielle au titre de l'article R. 181-46-I du Code de l'environnement ;
- Considérant** qu'il convient de mettre à jour le tableau de classement des activités exercées par la société ZINQ TOULOUSE sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe ;
- Considérant** qu'au regard des dispositions mentionnées au II de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, le préfet peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de modifications ;

Sur proposition de monsieur le sous-préfet de Castres,

Arrête

Article 1^{er} - Bénéficiaire et portée de l'arrêté

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations exploitées par la société ZINQ TOULOUSE pour son établissement situé ZI des Terres Noires sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

Article 2 – Nomenclature

Dès la notification du présent arrêté, le tableau figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mars 2017 actualisant le classement des activités exercées par la société ZINQ TOULOUSE sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe est remplacé par le tableau de classement actualisé ci-après :

Rubrique	Installations et activités concernée	Capacité maximale autorisée	Nature de l'installation Désignation activité	Régime
3230.c ⁽¹⁾	Transformation des métaux ferreux : c) Application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure	3,9 t/h	Grands bains de galvanisation : 1 bain de 210 tonnes de zinc en fusion Atelier de centrifugation : 1 bain de 50 tonnes de zinc en fusion	A
3260 ⁽²⁾	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³ .	375 m ³	Grands bains de galvanisation : 354 m ³ : • Dégraissage : 1 bain de 33 m ³ (dimensions de la cuve 8,3x1,5x3) • Décapage : 1 bain de 58 m ³ (dimensions de la cuve 9,5x2,25x3,1), 4 bains de 28 m ³ (dimensions des cuves 8,3x1,5x2,5), 2 bains de 33 m ³ (dimensions de la cuve 8,3x1,5x3), 1 bain de 22 m ³ (dimensions de la cuve 12,3x1,5x1,5) • Dézingage : 1 bain de 28 m ³ (dimensions de la cuve 8,3x1,5x2,5) • Flux : 1 bain de 35 m ³ (dimensions de la cuve 9,2x1,5x3) ³ Bain de galvanisation de l'atelier de centrifugation : 21 m ³ • Dégraissage : 2 bains de 3 m ³ (dimensions de la cuve 1,6x1,05x2,1) • Décapage : 4 bains de 3 m ³ (dimensions de la cuve 1,6x1,05x2,1) • Flux : 1 bain de 3 m ³ (dimensions de la cuve 1,6x1,05x2,1)	A

Rubrique	Installations et activités concernée	Capacité maximale autorisée	Nature de l'installation Désignation activité	Régime
2567.1.a	Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique. 1. Procédés par immersion dans métal fondu, le volume des cuves étant : a) Supérieur à 1 000 litres	39 150 litres	Zone grands bains de galvanisation : 1 bain contenant 31 800 litres de zinc en fusion (dimensions de la cuve 8x1,5x2,7) Bain de galvanisation de l'atelier de centrifugation : 1 bain contenant 7 350 litres de zinc en fusion (dimensions de la cuve 3,5x1,2x1,8)	A
2910.A.2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.	2,846 MW	Grande cuve de zinc : 12 brûleurs de 116 kW Cuve de zinc atelier de centrifugation : 540 kW Chauffage bains de traitement : 2 chaudières de 520 kW et 144 kW 1 brûleur d'appoint séchoir : 200 kW 1 brûleur aspiration : 50 kW	DC
4510.2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 tonnes mais inférieure à 100 tonnes	74,4 tonnes	1 bain de dézingage 28 m ³ correspondant à 42 tonnes (dimensions de la cuve 8,3x1,5x2,5) 1 cuve contenant des bains usagés de dézingage contenant des oxydes de zinc (bridée à 15 m ³ soit 23,25 tonnes) Matières premières flux liquide en GRV d'1 m ³ chlorure de zinc en poudre	DC

⁽¹⁾ : Le « bref » relatif à la rubrique principale 3230 est le BREF FMP « Transformation des métaux ferreux » ;

⁽²⁾ : Rubrique secondaire

Dès notification du présent arrêté, la lettre préfectorale en date du 27 février 2014 actualisant le classement des activités exercées par la société ZINQ TOULOUSE sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe est annulée.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 4 – Affichage et publication

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Saint-Sulpice-la-Pointe pour y être consultée par toute personne intéressée. quatre

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 – Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ZINQ TOULOUSE.

Fait à Castres, le **18 JUIN 2024**

**Pour le préfet, par délégation,
le sous-préfet de Castres,**



Laurent GANDRA-MORENO